

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule carrières
4 avenue de la gare
BP 132
48005 Mende Cedex

Mende, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières de France

LES CARRIERES
23250 Soubrebost

Références : -
Code AIOT : 0006602122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement Carrières de France implanté Le Complo 48500 Laval-du-Tarn. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de France
- Le Complo 48500 Laval-du-Tarn
- Code AIOT : 0006602122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploitée à Laval du Tarn par la société Carrières de France est utilisée pour la production de blocs de calcaire. Après prolongation pour une durée de 3 ans, l'autorisation en vigueur arrive à échéance le 4 janvier 2026.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise en état	AP Complémentaire du 05/04/2023, article 1	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Demande d'action corrective	1 mois
2	Phasage des travaux de remise en état	AP Complémentaire du 06/08/2025, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Acte de cautionnement des GF	AP de Mise en Demeure du 15/03/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas remis en état. Il n'est constaté aucune évolution depuis la dernière inspection, datant du 12 mars 2025. Il est demandé à l'exploitant de réaliser les opérations de remise en état du site au plus tard à la date d'échéance de l'autorisation en vigueur, soit le 4 janvier 2026, et de transmettre les attestations conformément à l'article R512-39-3 du code de l'environnement.

Le plan de phasage des travaux de remise en état n'est pas réalisé. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 6 août 2025. Compte tenu du délai restant pour la réalisation de la remise en état, une mise en demeure est proposée.

L'exploitant a transmis une copie numérique de l'acte de cautionnement des garanties financières, daté du 30 janvier 2025, le 5 août 2025 et non pas l'original papier comme demandé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/03/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.</p> <p>En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.</p> <p>La remise en état ne sera réalisée qu'avec des matériaux présents sur la carrière par opération de remblayage selon le profil et les plans présentés en annexe du présent arrêté. Le profil de la remise en état de la carrière respectent les principes généraux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- le carreau de la carrière présente un profil plan en pente douce de 5 à 7 % en direction du Sud ;- le front de la carrière, en Partie Nord et Est ne peut être supérieur à une hauteur de 15 m. Il peut en cas de nécessité prévoir la présence d'une banquette intermédiaire. <p>Conformément aux indications de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation, le site est restitué en fin d'exploitation, dans un état permettant sa réutilisation ultérieure à des fins d'espace naturel.</p> <p>D'une façon générale, le site est remis dans un état tel, que soit garantie la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé.</p> <p>En particulier, le sol est débarrassé des éléments polluants ou encombrants incompatibles avec la vocation ultérieure du site, et remis dans une forme facilitant l'utilisation ultérieure envisagée.</p> <p>Conformément à l'article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières la remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la mise en sécurité des fronts de taille,- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
Constats : <p>Le site n'est pas remis en état. Il n'est constaté aucune évolution depuis la dernière inspection, datant du 12 mars 2025, notamment :</p>

- la fosse présente sur le carreau d'exploitation n'est pas comblée;
- le stock important de blocs est toujours présent sur les surfaces qui ont été remises en état avant la prolongation d'autorisation accordée par l'APC du 5 avril 2023.

Pour rappel, l'autorisation en vigueur arrive à échéance le 4 janvier 2026, soit une période de 2 mois environ pour procéder à la remise en état complète du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit terminer les opérations de remise en état du site au plus tard à la date d'échéance de l'autorisation en vigueur, soit le 4 janvier 2026, et transmettre les attestations conformément à l'article R512-39-3 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Phasage des travaux de remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2025, article 2

Thème(s) : Autre, Remise en état

Prescription contrôlée :

Les opérations de remise en état du site sont terminées au plus tard à la date d'échéance de l'autorisation en vigueur, soit le 4 janvier 2026.

A cet effet, l'exploitant établit un plan de phasage des travaux de sorte que le rythme d'avancement de la remise en état soit de l'ordre de 35 % des surfaces totales à réhabiliter par trimestre.

Le plan de phasage des travaux de remise en état est transmis à l'inspection des installations classées sous un mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant atteste de l'avancement desdits travaux en transmettant, tous les trois mois, un plan du site mis à jour - c'est-à-dire comportant les surfaces remises en état - à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le plan de phasage des travaux de remise en état n'est pas réalisé.

L'exploitant déclare que le plan sera réalisé et transmis prochainement, ultérieurement à une réunion avec son bureau d'étude prévue le 3 novembre 2025.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2025.

Une mise en demeure est proposée, considérant le délai restant pour l'exécution des travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 15 jours, l'exploitant doit transmettre un plan de phasage de remise en état de sorte que le rythme d'avancement de la remise en état concorde avec l'échéance de l'arrêté

préfectoral d'autorisation, soit le 4 janvier 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Acte de cautionnement des GF

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/03/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties Financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CARRIERES DE FRANCE (SIRET n°425 054 251 00011), dont le siège social est situé lieu-dit "Les carrières", 23250 SOUBREBOST, exploitant une carrière sise lieu-dit "Le Complo", commune de Laval-du-Tarn, est mise en demeure de respecter les disposition de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREF-DREAL-2023-095-002 du 5 avril 2023 [...] en produisant et transmettant à Monsieur le préfet une attestation de cautionnement de garanties financières d'un montant de 67860 euros sous un délais de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une copie numérique de l'acte de cautionnement des garanties financières, datée du 30 janvier 2025, a été transmis le 5 août 2025.</p> <p>L'exploitant informe que l'organisme d'assurance AXIOM ne fournit pas d'original ainsi que le demande d'APC .</p> <p>Leurs actes sont authentifiés par QR codes avec les signatures électroniques vérifiables via l'application RISK SIGN.</p> <p>Le 24 novembre 2025, l'exploitant a transmis par mail les informations relatives à l'authentification de l'acte de cautionnement mais n'a pas fourni d'original comme prescrit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite